

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**PRO-DCE**

V1 - Date de diffusion 10/03/2025

**Travaux de réfection partielle de la
toiture-terrasse du bâtiment 91 de la Faculté de
Santé**

MAITRISE D'OUVRAGE :



**FACULTE DE SANTE SORBONNE
UNIVERSITE**
Direction technique et
d'exploitation
105 Boulevard de l'Hôpital
75013 Paris

Valérie RONCHI
Coordinatrice d'opérations
immobilières
T 06 27 52 29 87
@
valerie.ronchi@sorbonne-universite.fr

MAITRISE D'ŒUVRE :



ALTEREA AGENCE OUEST
11B rue des Marchandises
CS 94427
44263 Nantes Cedex 2
T 02 40 74 24 81

Louis MARHIC
Chef de Projet
T 07 57 48 63 41
@ lmarhic@alterea.fr

SUIVI DU DOCUMENT :

Phase	Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
DCE	1	24/12/2024	Première diffusion	DDEL	VGRA	LOMA
DCE	2	Février 2025	Mise à jour des informations selon retour maîtrise d'ouvrage	DDEL	LOMA	LOMA
DCE	3	Mars 2025	Visite obligatoire			

contact@alterea.fr – www.alterea.fr

Agence Ouest (siège)
11B rue des marchandises CS 94427
44263 Nantes Cedex 2
T 02 40 74 24 81

Agence de Paris
23 Avenue d'Italie
75013 Paris
T 01 46 28 31 89

Agence Nord
8 rue Anatole France
59800 Lille
T 03 69 24 12 43

Agence Sud-Ouest
2 rue du Jardin de l'Ars
33800 Bordeaux
T 05 54 52 92 23

Agence Sud – Est
83/85 boulevard Marius Vivier Merle
69003 Lyon
T 04 87 91 26 15

Agence Est
3 quai Kléber
67000 Strasbourg
T 03 69 24 37 99

Agence Sud
113 rue de la République
13002 Marseille
T 04 13 35 01 67

Agence Occitanie
10 Pl. Alfonse Jourdain
31000 Toulouse
T 05 54 52 92 23

SOMMAIRE

0 - CCTC – Cahier des Clauses Techniques Communes	4
0.1 - Présentation du projet	4
0.1.1 - Coordonnées des intervenants	4
0.1.2 - Présentation de l'ensemble immobilier.....	5
0.1.3 - Programme de travaux - Allotissement	5
0.1.4 - Investigations réalisées en phases études.....	6
0.2 - Travaux en présence d'amiante et de plomb.....	6
0.2.1 - Amiante.....	6
0.2.2 - Plomb.....	7
0.3 - Travaux en site occupé	7
0.3.2 - Maintien des accès pendant les travaux	7
0.4 - Installations communes et organisation du chantier	7
0.4.1 - Organisation générale du chantier	7
0.4.2 - Installations communes de chantier.....	8
0.5 - Limites de prestations	10
0.6 - Obligations générales des entreprises	11
0.6.1 - Sécurité des personnes	11
0.6.2 - Protection des ouvrages et des abords - Étanchéité provisoires	11
0.6.3 - Gestion des déchets de chantier	12
0.6.4 - Normes et réglementations.....	12
0.6.5 - Prise de connaissance du projet.....	13
0.6.6 - Responsabilité et obligation de l'entreprise soumissionnaire de chaque lot.....	13
0.6.7 - Réunion de chantier	13
0.6.8 - Responsable de chantier.....	13
0.6.9 - Choix des matériaux.....	14
0.6.10 - Déclaration environnementale des matériaux	14
0.6.11 - Garanties.....	14
0.6.12 - Gestion des nuisances de chantier	16
0.6.13 - Qualifications.....	16
0.6.14 - Auto-contrôle.....	16
0.6.15 - Réception des ouvrages	16

0 - CCTC – Cahier des Clauses Techniques Communes

0.1 - Présentation du projet

0.1.1 - Coordonnées des intervenants

0.1.1.1 - Maître d'Ouvrage

	Sorbonne Université
Nom	RONCHI Valérie Coordinatrice d'opérations immobilières
Téléphone	Tél : 01 40 77 95 39 / 06 27 52 29 87
Adresse	91 Boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS
E-mail	E-mail : valerie.ronchi@sorbonne-universite.fr

0.1.1.2 - Maîtrise d'Œuvre - Économiste & BET Fluides

	ALTEREA
Nom	MARHIC Louis Chef de Projets
Téléphone	Tél : 02 40 03 03 00 / 01 46 28 31 89
Adresse	ALTEREA AGENCE OUEST 26 bd Vincent Gâche 44275 NANTES Cedex 2
E-mail	E-mail : contact@alterea.fr

0.1.1.3 - Contrôleur technique

	Risk Control
Nom	Stéphanie ADAM Chargée d'Opérations
Téléphone	Tél : 06.69.02.86.20
Adresse	19, Boulevard du Mont d'Est 93160 Noisy-le-Grand
E-mail	E-mail : stephanie.adam@risk-control.fr

0.1.1.4 - Coordinateur SPS

	Coordonnateur SPS
Nom	Frédéric KANISSIAN
Téléphone	Tél : 06 75 95 72 87
E-mail	E-mail : frederic.kanissian@gmail.com

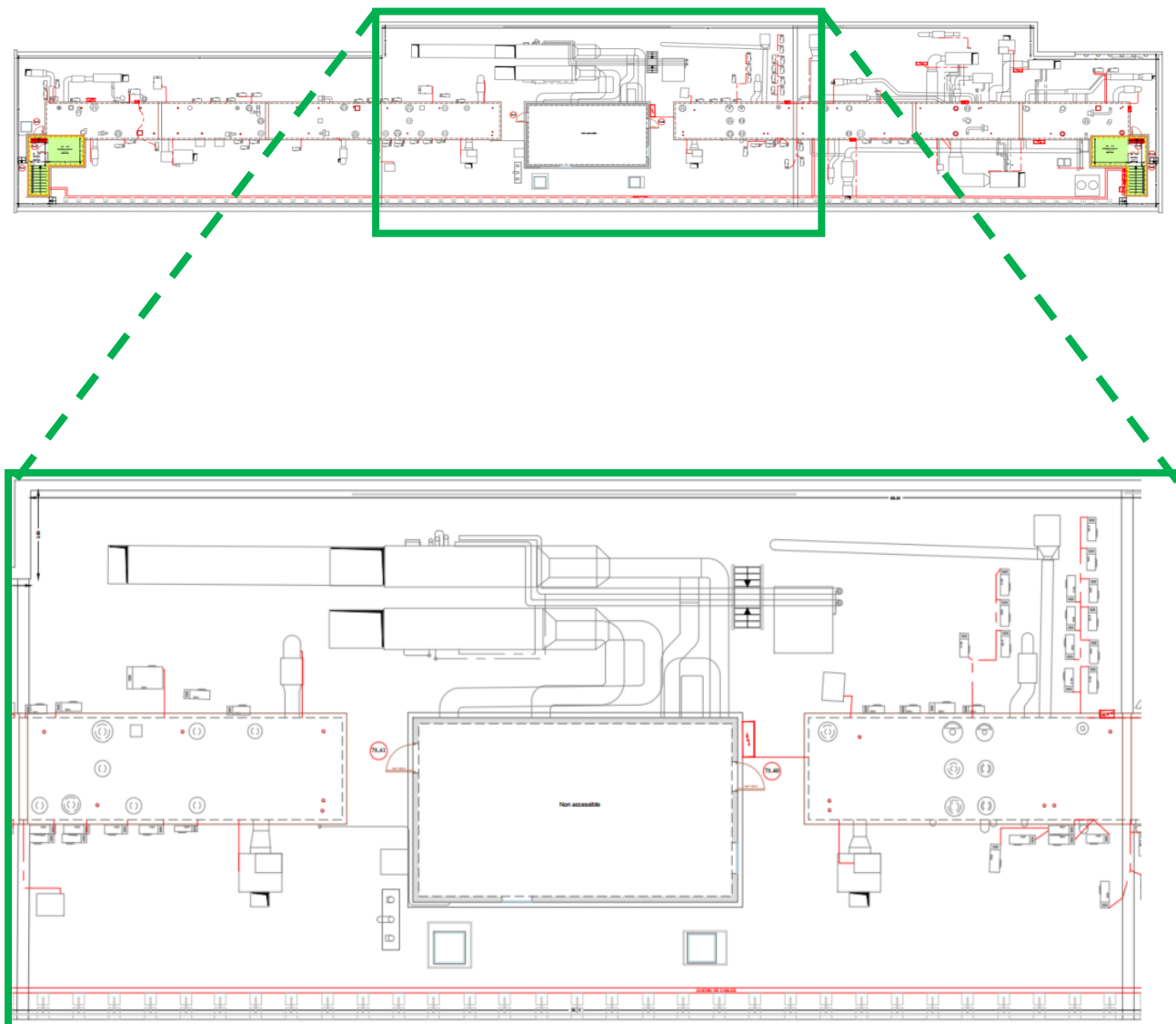
0.1.2 - Présentation de l'ensemble immobilier

0.1.2.1 - Coordonnées du site

Le bâtiment se situe au N°91, Bd de l'Hôpital, 75013 Paris.

0.1.3 - Programme de travaux - Allotissement

Les travaux consistent en la réfection d'une portion de la toiture-terrasse située au R+8 du bâtiment.



Repérage de la portion de toiture concernée par les travaux

L'ensemble des travaux est prévu en lots séparés :

Lot 01 : Etanchéité - Isolation des locaux en toiture-terrasse - Serrurerie & Menuiseries extérieures

- La réfection complète de l'étanchéité des toitures terrasses,
- La réfection complète de l'étanchéité des couvertures des édicules et locaux techniques de la toiture-terrasse (ascenseurs, ...),
- La mise en place de garde-corps de sécurité,
- Le remplacement des lanterneaux,
- La mise en œuvre d'une isolation thermique par l'extérieure des édicules et locaux techniques de la toiture-terrasse,
- Le remplacement des portes, trappes et menuiseries extérieures des locaux de la toiture-terrasse.

Lot 02 : Chauffage – Ventilation

- Dépose des équipements CVC gênant les travaux de réfection de toiture,
- Toute opération par grutage éventuel et stockage selon nécessité (en toiture, et/ou au sol) des équipements déposés,
- Repose en lieu et place des équipements déposés compris réhausse réglementaire des équipements techniques lourds.

0.1.4 - Investigations réalisées en phases études

- **Rapport de diagnostic structure**

Le Maître d'Ouvrage a fourni un rapport de la société Infranéo, N° IN-22-06980-PAN BA, en date de mai 2023, présentant entre autres la coupe de principe à la suite du sondage sur le plancher du dernier niveau (R+8), page 108/110.

- **Relevés de géomètre**

Le Maître d'Ouvrage a fourni :

- Un plan de situation géomètre,
- Les plans de niveaux du deuxième sous-sol au R+8 (niv. Toiture terrasse).

0.2 - Travaux en présence d'amiante et de plomb

0.2.1 - Amiante

Les diagnostics suivants nous ont été fournis :

- RAAT– référence C-DI93-2024-30-241103 – de BTP Diagnostics (Norme NF X 46-020 d'Août 2017) 30/09/2024 : 91 bd de l'Hôpital, 75013 Paris

Cette réhabilitation intègre des travaux à proximité et sur des matériaux amiantés. Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, est annexé au présent marché. Les entreprises doivent en prendre connaissance et intégrer toutes les sujétions relatives à ces travaux dans leur offre.

Toutes les entreprises travaillant à proximité de matériaux amiantés, au désamiantage ou à l'encapsulage de ceux-ci devront conformément à la réglementation :

- Justifier de la formation de leur personnel
- Justifier de la qualification de l'entreprise et des salariés du chantier, en sous-section 3 ou 4 selon les travaux à effectuer conformément à l'arrêté du 23/02/2012.

Ces justifications devront obligatoirement être intégrées à l'offre de l'entreprise.

Les entreprises devront la réalisation de tous les modes opératoires/plans de retrait nécessaires aux travaux.

N° local	Zone	MCA	Observations/ Commentaires
----------	------	-----	-------------------------------

Toit terrasse
- Ensemble des
murs extérieur

Acrotères

Joint d'étanchéité entre
couvertine et ossature

SO



0.2.2 - Plomb

Les diagnostics suivants nous ont été fournis :

- RPAT– référence C-DI93-2024-30-241103 – de BTP Diagnostics (Norme NF X 46-035 de juin 2021) 30/09/2024 : 91 bd de l'Hôpital, 75013 Paris

En effet, d'après la réglementation et notamment suivant les Articles L.1334-1 à L.1334-12 et R.1334-1 à R.1334-13 du code de la Santé Publique, Articles L. 271-4 à L. 271-6 et R.271-1 à R.271-5 du code de la Construction et de l'Habitation, les bâtiments visés par la présente étude ne sont pas concernés par les risques d'exposition au plomb qui visent les immeubles construits avant 1949.

0.3 - Travaux en site occupé

Les travaux sont effectués en site occupés. Chaque entreprise devra organiser son chantier de manière à maintenir l'accès sécurisé au bâtiment pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise est responsable de la sécurité des usagers pendant son intervention. Elle devra notamment le balisage de la zone d'intervention et surtout, aux accès. Toutes dégradations des locaux ou mobiliers, provoquées par les travaux devront être pris en charge par l'attributaire du présent marché.

Les entreprises devront l'identification du personnel intervenant sur le chantier avec badge et registre quotidien du personnel.

Le chef de chantier devra pouvoir être joignable de 8h à 18h du lundi au vendredi pendant toute la durée des travaux sur un numéro qui sera communiqué aux responsables du site. Il devra réaliser l'analyse des problèmes remontés et la gestion premier niveau des actions (alerte entreprise, information MOA et MOE,...).

0.3.2 - Maintien des accès pendant les travaux

L'ensemble des accès au bâtiment, comprenant un chemin d'accès, l'ensemble des parties communes, et les ascenseurs devront être maintenus pendant toute la durée des travaux.

0.4 - Installations communes et organisation du chantier

0.4.1 - Organisation générale du chantier

L'entreprise du lot 01 doit les installations communes de chantier et la gestion du compte prorata.

L'entretien, les consommations et les remises en état en fin de travaux seront à la charge du compte prorata.

0.4.1.1 - Accès provisoires pour les usagers

Le cas échéant.

0.4.1.2 - Entretien des parties communes et des abords

A la charge du lot 1, chaque soir pendant son intervention, en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

Nota : Le nettoyage approfondi est assuré par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de l'entretien habituel uniquement.

0.4.1.3 - Entretien des installations de chantier, consommations et remise en état en fin de travaux

L'entretien des installations de chantier et les remises en état en fin de travaux (non imputables à une seule entreprise), sont à réaliser par le lot 1, qui gère le compte prorata.

Les frais engendrés sont répercutés au compte prorata.

La prestation comprend :

- Le nettoyage fin des locaux de chantier et abords une fois par semaine ;
- Le nettoyage quotidien des WC de chantier ;
- Les protections provisoires servant à l'ensemble des entreprises (ex : protection de l'ascenseur) ;
- Consommations d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, d'entretien (remplacement des ampoules etc...) des locaux de chantier et des branchements de chantier ;
- Frais de fonctionnement du CISSCT et CPHS, si nécessaire ;
- Frais de réparation et de remise en état du cantonnement pendant les travaux (clôture, bungalow, etc.) ;
- Frais de remise en état du terrain du cantonnement (aire de chantier) en fin de travaux ;
- Frais de remise en état des abords, espaces verts et parties communes en fin de travaux ;
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés ;
- Frais de réalisation d'accès provisoires de chantier ;
- Frais de nettoyage des routes et voiries empruntées par les engins de chantier ;
- La liste est non limitative.

S'il est considéré que les travaux de nettoyage n'ont pas été convenablement exécutés, un délai de 24h sera donné pour remédier à cet état. A l'expiration de ce délai, faute d'un nettoyage satisfaisant, il sera fait appel à une société de nettoyage dont la facture sera à la charge exclusive de l'entreprise responsable.

0.4.2 - Installations communes de chantier

Les installations communes de chantier sont à la charge du lot 1, et comprennent les éléments décrits ci-après, ainsi que les éléments complémentaires demandés dans le plan général de coordination du coordinateur S.P.S.

La zone de cantonnement du chantier sera réalisée sur l'emprise du domaine public. Les frais de voirie sont à la charge du lot 1.

0.4.2.1 - État des lieux par huissier

L'entreprise doit un constat d'huissier des abords du chantier avant / après les travaux,

Cet état des lieux avec photos sera réalisé en présence d'un représentant de l'entreprise, du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

0.4.2.2 - Plan d'installation de chantier

L'entreprise devra produire un plan des installations de chantier, zone de cantonnement, zone de stockage y compris la clôture type « Vite-Clos » ou équivalent ainsi qu'un plan général de la circulation afin de figer les différents cheminements à savoir :

- Les approvisionnements du chantier ;
- Les cheminements des ouvriers et des utilisateurs ;

- L'accès du personnel et des services de secours ;
- Les sorties et entrées des véhicules de secours ;
- Les réseaux d'alimentation en eau, en électricité ;
- Le cheminement piéton (en cas d'empiétement sur la voirie) ;
- Les zones de stockage de matériaux ;
- Les points d'alimentation en eau et en électricité ;
- Les zones de stationnement réservées aux entreprises ;
- L'emplacement de la clôture de chantier ;
- L'emplacement des locaux de chantier ;
- Les différents bungalows des entreprises ;
- Autres éléments demandés au CCTP ou PGC.

Les modes opératoires, modes de construction et phasages de travaux devront être compatibles avec le maintien en place des habitants. Le planning de réalisation de ses ouvrages conditionne l'ensemble des prestations du présent CCTP.

En conséquence, la coordination avec tous les autres corps d'état devra être permanente afin de réguler l'avancement général des tâches dans le respect du planning contractuel.

0.4.2.3 - Panneau de chantier

L'entreprise doit la réalisation et le montage du panneau de chantier selon l'emplacement et les directives fixées par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le panneau de chantier devra être solidement fixé sur un panneau bois disposé sur des socles béton.

Ce panneau comportera les indications relatives aux autorisations de travaux requises (Déclaration de Travaux), à l'identification de l'opération et de tous les intervenants (dimensions : 1.5m x 3m minimum).

0.4.2.4 - Approvisionnement en eau et en électricité du chantier

L'entreprise doit l'approvisionnement en électricité qui aura les caractéristiques suivantes :

- 1 coffret de chantier pour la zone de travaux en toiture-terrasse ;
- Les coffrets nécessaires avec prise triphasée 380V ;
- 1 branchement pour la base vie demandé au concessionnaire avec compteur divisionnaire.

L'entreprise doit l'approvisionnement en eau qui aura les caractéristiques suivantes :

- 1 branchement pour la zone de travaux en toiture terrasse (consommations à la charge de l'entreprise).

0.4.2.5 - Zone de stockage

L'entreprise réalisera une zone de stockage sur la base des besoins de chaque entreprise.

Les ouvrages pourront être stockés sur le chantier dans la limite de l'espace disponible et dans un endroit à définir avec le Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage. Cet endroit sera à l'abri des intempéries et devra être parfaitement sec et bien ventilé.

Le stockage sera réalisé de façon à éviter toutes déformations des ouvrages ou autres dégradations (chocs, rayures, arêtes épauprées, etc...). Le stockage devra être réalisé de manière à ne pas altérer l'état de finition des ouvrages.

Cette zone devra être clôturée et devra disposer d'une signalétique.

0.4.2.6 - Délimitations du chantier

L'entreprise devra la mise en place d'une clôture principale autour de l'aire de l'installation de chantier, des zones de stockage, ateliers, échafaudages etc...

L'entreprise devra se rapprocher des services administratifs de la Ville afin de valider les éléments de clôture à retenir.

Cette prestation comprendra :

- La fourniture, la pose et l'entretien pendant toute la durée des travaux, des éléments suivants : clôture constituée de barrières type VITE CLOS ou en tôle laquée de 2,00 m attachées entre elles par des pinces antieffraction, portail pour accès à la base vie, cadenas, clefs et bureau de chantier ;
- La dépose en fin de chantier et l'évacuation, avec la remise en état des lieux ;
- Les sujétions d'isolement de l'aire d'installation et les dispositions de protection pour respecter la sécurité du public et des usagers ;
- L'éclairage du cantonnement du chantier ;
- La signalétique réglementaire à l'attention du personnel de chantier et du public (Port des EPI obligatoire, Accès interdit au Public).

0.4.2.7 - Autorisations administratives et frais éventuels de location des terrains communaux

L'entreprise doit l'ensemble des démarches pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier. **Elle doit également le cas échéant les frais de location des terrains communaux pendant la durée du chantier.**

0.4.2.8 - Locaux de chantier

Suivant PGC du coordinateur SPS.

L'entreprise devra les installations provisoires (ou préfabriquées) suivantes :

- Sanitaires, vestiaires, réfectoire de chantier chauffés avec leurs équipements et réseaux ;
- Une salle de réunion de chantier équipée de tables et de chaises en nombre suffisant. Les frais occasionnés par la construction ou la fourniture et par l'entretien de ces locaux est à la charge du lot concerné.

Compris raccordement complet aux réseaux existants (EU – EV – EF).

L'entreprise mettra à disposition dans les locaux de chantier :

- L'ensemble des diagnostics amiante et plomb ;
- Les plans à l'échelle ;
- Le CCTP.

L'entreprise doit l'assurance des locaux de chantier. Il doit l'ensemble des frais d'abonnements et de mise en route des différents réseaux. Seules les consommations sont répercutées au compte prorata.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage mettrait à disposition des entreprises des locaux vides à usage du chantier, l'entreprise s'engage à rendre ceux-ci dans un état au moins équivalent à celui de l'arrivée.

Un état des lieux de début et fin de chantier sera effectué contradictoirement entre l'entreprise du présent lot et le Maître d'Ouvrage. A cette occasion, une convention fixant les conditions d'occupation sera signée avec l'entreprise du lot concerné.

0.5 - Limites de prestations

Limites de prestations	
Le lot 1 étanchéité doit :	
- Installations de chantier - Branchements de chantier (énergie - eau)	au lot 2 CVP
Le lot 2 CVP doit :	
- Dépose de tous les équipements présents en toiture sur l'emprise des travaux de réfection de l'étanchéité - La protection des travaux réalisés par le lot étanchéité lors des manutentions et opérations de remise en service	au lot 1 étanchéité
Sorbonne Université doit	
- Consignation de tous les équipements techniques en toiture - Remise en service	au lot 2 CVP

0.6 - Obligations générales des entreprises

0.6.1 - Sécurité des personnes

L'entreprise doit l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, qu'elles soient de l'entreprise, d'autres entreprises, mais également des occupants et des passants à proximité du chantier. L'entreprise dispose sur ce sujet d'une obligation de résultat, et devra proposer les modes opératoires adaptés.

Chaque entreprise a également le devoir d'alerter si elle constate une anomalie ou un risque quelconque pour les personnes. (Suspicion d'amiante non prélevée, risque de chutes, manque de balisage, risques pour les usagers etc...)

Les interventions comprenant un risque de chute en cours d'intervention, comme le remplacement de garde-corps, ou de menuiseries avec allèges, seront anticipées et il sera mis en place préalablement un garde-corps provisoire ou définitif. Une attention toute particulière sera prévue pour condamner l'accès aux usagers pendant l'intervention.

Tous les accès pompiers devront être maintenus libres pendant les interventions de chaque entreprise. A aucun moment l'escalier ou le hall ne pourront être totalement condamné.

Chaque entreprise devra se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité pour la protection de la santé, conformément à la loi 93.14.18 du 31 décembre 1993, du décret d'application 94.11.59 du 26 décembre 1994 et de l'arrêté du 7 mars 1995 relatif à la déclaration préalable.

Elle devra également se conformer au Plan Général de Coordination (P.G.C.), rédigé par le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du coordonnateur SPS de l'opération, afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des intervenants.

Une attention sera appelée sur la nécessité de prendre toutes les dispositions utiles pour permettre une utilisation quotidienne des locaux, n'entraînant aucun risque et pour assurer en milieu occupé, tant pour les parties communes que pour les abords, la protection des installations électriques provisoires, le balisage des cheminements, la protection aux chutes, vis-à-vis des gravats, etc....

0.6.2 - Protection des ouvrages et des abords - Étanchéité provisoires

L'entrepreneur devra assurer la protection des ouvrages jusqu'à la réception. Chaque entrepreneur est responsable de la protection de ses ouvrages.

Chaque entrepreneur est responsable du maintien de l'étanchéité du bâtiment pendant son intervention. Il doit prévoir dans son offre toutes les étanchéités provisoires nécessaires à ce titre.

Chaque entrepreneur est responsable du maintien en parfait état de la structure du bâtiment pendant son intervention. Il doit prévoir dans son offre toutes les sujétions à ce titre : étalements, etc....

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entrepreneur.

Protection des ascenseurs : Le cas échéant.

Protection des ouvrages

Lors de toute exécution de travaux dans l'existant, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravats.

Chaque entreprise est responsable du stockage des éléments livrés.

Chaque entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les zones de travaux pendant la durée des travaux. Les lieux devront être rendus en parfait état.

Chaque entreprise aura à leur charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les abords et les parties communes. Ils devront être rendus en parfait état à la fin des travaux.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être selon le cas des planches et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussière, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

Les entreprises devront protéger les revêtements muraux et revêtements de sols. Ces revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage ponctuel des ouvriers.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Travaux de dépose

Les travaux de dépose devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions. Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

0.6.3 - Gestion des déchets de chantier

Chaque entrepreneur doit l'évacuation de ses déchets et gravats. Aucun stockage de déchet ne doit être réalisé en partie commune. Les déchets pourront uniquement être mis en attente dans la zone de stockage du chantier dans des bennes ou bungalows prévus à cet effet.

Il est formellement interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

Chaque entreprise devra fournir à la maîtrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre les BSDA et les récépissés de dépose de tous les autres déchets de son présent lot afin d'assurer leur évacuation dans le respect du cadre réglementaire de traitement des déchets.

NB : Il conviendra à chaque entreprise de se conformer au décret du 18 avril 2002 comportant, d'une part, la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et, d'autre part, la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux.

0.6.4 - Normes et réglementations

Tous les travaux seront exécutés dans les règles de l'art. Ils seront conformes aux :

Textes législatifs et réglementaires	Codes, lois, ordonnances, arrêtés, décrets, circulaires, ...
DTU et règles de calculs	Cahiers des clauses techniques (CCT), cahiers des clauses spéciales (CCS), et règles de calculs DTU.

Normes européennes et françaises	Normes publiées par l'AFNOR (Association Française de NORmalisation) ou l'UTE (Union Technique de l'Electricité et de la communication).
Textes techniques	Documents généraux d'avis techniques, cahiers des prescriptions techniques (CPT), solutions techniques, classements, certifications, ...

Les travaux ne répondant pas strictement à ces conditions seront refusés et devront être repris. Dans le cas où de nouveaux règlements entreraient en vigueur au cours des travaux, chaque entreprise sera tenue d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, l'entrepreneur devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

Chaque entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du contrôleur technique de l'opération afin de justifier la conformité réglementaire des travaux.

0.6.5 - Prise de connaissance du projet

Une visite du site est obligatoire préalablement à toute soumission.

L'entreprise sera réputée avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque matière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où des modifications à l'installation actuelle, autres que celles décrites, sont indispensables à la mise en conformité avec les règlements actuels, les travaux nécessaires seront prévus et apparaîtront clairement dans l'offre.

Par le seul fait de soumissionner, tout entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Il doit donc connaître, non seulement les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot. Outre le C.C.T.P, l'entreprise devra se conformer aux dispositions indiquées dans le C.C.A.P.

L'énumération et la description des ouvrages, telles qu'elles figurent dans les devis descriptifs, ne présentent donc aucun caractère limitatif et les Entreprises doivent le complet et entier achèvement de leurs ouvrages, même s'il a été omis de mentionner dans ces documents ou sur les plans, les fournitures et façons, accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait.

L'entreprise devra proposer un prix forfaitaire pour les DPGF fournis dans le dossier.

0.6.6 - Responsabilité et obligation de l'entreprise soumissionnaire de chaque lot

Le présent marché est traité à prix global forfaitaire. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans de l'architecte et aux conditions du présent document.

Les offres seront présentées **en suivant le DPGF** complété des prix unitaires (indispensable) dont les produits totalisés formeront le prix forfaitaire. **Les quantités sont indiquées à titre indicatif. L'entreprise est seule responsable des quantités indiquées dans son offre.**

0.6.7 - Réunion de chantier

Chaque entreprise prend l'engagement d'assister à toutes les réunions de chantier, périodiques ou non, auxquelles elles seront convoquées. Son représentant devra avoir pouvoir de décision et devra respecter impérativement les horaires de convocation. En aucun cas, cette personne ne pourra être remplacée par un représentant d'une entreprise sous-traitante.

Toute absence ou retard du représentant de chaque entreprise, entraîne la responsabilité pleine et entière de l'entreprise concernée, y compris pour les défaillances ou erreurs d'exécution pouvant faire suite à cette absence. En outre, il pourra être appliqué à l'entreprise incriminée suivant proposition du Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage des pénalités.

Les observations éventuelles de chaque entreprise sur les comptes rendus de chantier devront être faites par courrier au Maître d'œuvre dans un délai de 5 jours ouvrés.

0.6.8 - Responsable de chantier

Chaque entreprise doit avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elle a commencé les travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre.

En cas d'absence des chefs de chantier, chaque entrepreneur (qui devra toujours avoir un représentant qualifié) n'en restera pas moins responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences.

Le chef de chantier devra être capable de représenter valablement leur entreprise auprès du Maître d'œuvre et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes les questions courantes de chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander son remplacement par simple lettre recommandée à l'entrepreneur.

0.6.9 - Choix des matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours de première qualité, suivant indication de provenance et type du CCTP. Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Tous les éléments qui présenteront des défauts (marques, rayures, défaut de planimétrie etc...) seront systématiquement remplacés aux frais de l'entrepreneur.

Avis Technique

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« Avis Technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

Chaque entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Marquage « NF »

Pour les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque « NF », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à cette marque « NF ».

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter un marquage normalisé avec les indications exigées.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais doivent être exigées de chaque entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « Technique non courante » ne faisant pas l'objet d'un Avis Technique ni de procédure ATEX. Ces agréments ou procès-verbaux d'essais doivent être délivrés par des organismes agréés.

0.6.10 - Déclaration environnementale des matériaux

Les entreprises devront être en mesure de fournir aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction relatives à l'application de la norme NF P 01-010.

Il sera demandé aux Entreprises de fournir :

- La fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) des produits de construction qu'ils présentent dans leurs offres, fiche présente sur la base de données INIES ;
- Les résultats des tests d'émissions en COVT et formaldéhydes réalisés selon la norme ISO 16000-39 et conformes aux exigences du protocole AFSSET 2009 (COVT < 1000 µg/m³ à 28 jours, formaldéhyde < 10 µg/m³ pour une exposition long terme).

A défaut, quand ces documents n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, seront au minimum connu de l'entreprise et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences des normes NF P 01-010 et ISO 16000-39.

0.6.11 - Garanties

A compter de la date de réception, les entreprises doivent les garanties suivantes :

0.6.11.1 - Garantie de parfait achèvement d'1 an

L'entreprise restera engagée durant un an à compter de la réception. L'entreprise doit durant cette période la mise au point des installations techniques pour assurer la performance énergétique et fonctionnelle attendue des équipements mis en place.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé ;
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre ;
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial ;
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.

Une visite de fin de parfait achèvement sera organisée par le Maître d'Œuvre au plus tard la 1^{ère} semaine du 11^{ème} mois après la réception. L'entreprise sera convoquée par courrier recommandé et devra répondre présent lors de la visite. Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

0.6.11.2 - Garantie biennale pour les équipements

L'entreprise restera engagée durant deux ans à compter de la réception.

L'entreprise devra réparer ou remplacer les éléments d'équipement qui ne fonctionnent pas correctement pendant les 2 années qui suivent la réception des travaux.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé ;
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre ;
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial ;
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.

Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie :

- Tribunal d'instance pour les litiges inférieur ou égal à 10 000€ ;
- Tribunal de grande instance pour les litiges supérieur à 10 000€.

0.6.11.3 - Garantie décennale pour les éléments touchant à la pérennité de l'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage bénéficie de la garantie décennale pendant les 10 années qui suivent la réception. Cette garantie impose à l'entreprise de réparer les dommages :

- Qui compromettent la solidité du bâti ;
- Qui rendent la construction impropre à sa destination.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé ;
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre ;
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial ;

- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance ;
- Signalement du désordre auprès de l'assurance construction dommages-ouvrage par lettre recommandée.

Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie :

- Tribunal d'instance pour les litiges inférieur ou égal à 10 000€ ;
- Tribunal de grande instance pour les litiges supérieur à 10 000€.

0.6.12 - Gestion des nuisances de chantier

Une sensibilisation des équipes devra être organisée sur ce sujet en présence du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et coordinateur SPS avant le démarrage de chantier.

Chaque entreprise devra organiser son chantier avec un objectif commun visant à :

- Limiter de la pollution de l'air ;
- Limiter les poussières ;
- Maîtriser l'ambiance sonore ;
- Gérer les déchets ;
- Maîtriser des perturbations causées aux occupants et au voisinage.

0.6.13 - Qualifications

Les entreprises et les éventuels sous-traitants ayant des prestations thermiques dans leurs lots devront posséder la qualification RGE.

Les certificats attestant de cette qualification devront être fournis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour validation. Ces éléments devront être fournis dans le dossier de réponse à l'appel d'offre.

L'entreprise devra présenter toutes les qualifications nécessaires à la réalisation de son à son lot.

0.6.14 - Auto-contrôle

Le contrôle qualité en cours de réalisation a pour objet de vérifier la conformité de la construction avec les spécifications préétablies.

Les contrôles à réaliser sont issus d'une analyse des modes de défaillance.

L'ensemble des contrôles sont réalisés directement par les entreprises dans une démarche d'autocontrôle.

Un modèle écrit présentant les points de contrôle sera à transmettre au Maître d'œuvre pour validation. L'ensemble des fiches d'autocontrôle, sera annexée au DOE.

0.6.15 - Réception des ouvrages

0.6.15.1 - Formation, mise en service, contrôles, essais et réglages

Avant la réception de ses ouvrages, chaque entreprise sera tenue de procéder à l'ensemble des essais de bon fonctionnement des installations. Elle assurera les réglages et mises au point nécessaire.

Chaque entreprise sera tenue de mettre à disposition les personnels, l'appareillage et les matériels nécessaires à ces différentes opérations d'essais et de contrôles. Il aura à sa charge les éventuels frais de dossiers nécessaires aux différents organismes de contrôle et de sécurité et aux services administratifs. Tous les éléments défectueux seront immédiatement remplacés, remis en place et en fonctionnement aux frais de l'entreprise.

Ces essais ne dispensent pas ceux à réaliser suivant les directives des DTU.

L'entreprise assurera une présentation de l'installation au personnel de l'ensemble des lots qui seront

utilisateurs de ladite installation ainsi qu'aux agents de maintenance du Maître d'Ouvrage.

0.6.15.2 - Opérations préalables à la réception

Lors des opérations préalables à la réception, le Maître d'Œuvre, procédera :

- Au contrôle article par article de la qualité et de la quantité du matériel installé qui devront être au moins celles prévues au projet, et, le cas échéant, aux devis supplémentaires approuvés et ne pourront, en aucun cas, être inférieurs quand bien même l'entreprise prétendrait obtenir les conditions de confort recherchées par le Maître d'Ouvrage ;
- A l'examen du document de synthèse des essais remis par chaque entreprise,
- A la réalisation d'essais complémentaires en présence des entreprises ;
- A la vérification de la conformité des installations en se référant aux rapports des organismes de contrôle ;
- Et à toute mesure complémentaire jugée utile par le Maître d'Œuvre.

Pour satisfaire à la bonne réalisation de ces essais, chaque entreprise devra mettre à disposition, le personnel qualifié et tous les instruments de contrôles et de mesures nécessaires.

0.6.15.3 - DOE et DIUO

Chaque entreprise devra fournir sous bordereaux toutes les données et documents de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (références de produits, fiches techniques, notices d'entretien, etc.). Il se référera à la demande du coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS).

Chaque entreprise devra la fourniture d'un dossier complet des œuvres exécutées et des interventions ultérieures, en 3 exemplaires sur support informatique comprenant :

- L'ensemble des plans d'exécution ;
- Les plans de détails spécifiques d'implantation ;
- Les notes de calculs approuvées par la Maîtrise d'Œuvre avant travaux ;
- L'ensemble des notices techniques pour chaque matériel mis en place, avec adresses des fournisseurs ;
- Les notices explicatives de fonctionnement et d'entretien du matériel ;
- Les notices descriptives des modalités d'intervention pour l'entretien des équipements ;
- Une description des consignes de sécurité.

Les DOE et DIUO devront être remis avant la réception des ouvrages.

0.6.15.4 - Délai de reprise

A l'issue des opérations préalables à la réception, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre statueront sur la date définitive de réception des ouvrages, si celle-ci n'a pas été fixée contractuellement auparavant.

Dans l'intervalle, chaque entreprise devra procéder aux modifications, réglages et ajustement nécessaires à la mise en conformité de ses installations avec le cahier des charges et les impératifs réglementaires et fournir un nouveau document de synthèse de ses essais.

0.6.15.5 - Réception des ouvrages

Un nouvel examen des équipements de la conformité et des performances des installations sera réalisé au cours de la réception.

La réception des installations sera prononcée conformément aux dispositions prévues dans le CCAP et sous réserves :

- De la conformité de l'installation au présent descriptif et des règlements en vigueur ;
- De la levée de l'ensemble des réserves ayant pu être formulées ;
- Que les essais soient satisfaisants ;
- De la fourniture des pièces citées aux articles précédents.

Si cet examen se révèle une nouvelle fois insatisfaisant, la réception sera reportée à une date ultérieure ou bien prononcée avec réserves.

Dès lors, les pénalités financières fixées au CCAP ou autres pièces administratives pourront être appliquées à

l'entreprise jusqu'à la levée des réserves par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.